

# Financer la reprise et construire l'économie du futur

## Revendications des syndicats concernant le financement du développement

### Un nouveau contrat social pour la reprise et la résilience

*Le modèle économique mondial actuel ne répond pas aux attentes des travailleurs et des citoyens. La pandémie a mis en évidence la profonde incapacité du système à préserver les dimensions sociales et écologiques du développement ainsi que la croissance économique. Les gouvernements doivent prendre des mesures radicales à la fois pour vaincre la crise et pour garantir des économies et des sociétés résilientes. Une approche fragmentaire n'est clairement pas la réponse à apporter. Au contraire, comme le montrent les Objectifs de développement durable (ODD), la voie à suivre est un changement généralisé basé sur des politiques interconnectées et complémentaires aux niveaux social, économique et écologique.*

*Nous saluons l'appel du secrétaire général des Nations Unies à un «nouveau contrat social» en faveur de l'égalité des chances et du respect des droits et des libertés de tous dans nos sociétés, associé à un nouveau modèle de gouvernance mondiale reposant sur un multilatéralisme inclusif.*

*En phase avec les ODD, voici les [cinq revendications principales](#) des travailleurs et des travailleuses pour leur contrat social:*

1. **Emplois:** emplois respectueux du climat allant de pair avec une transition juste.
2. **Droits:** promesse de la Déclaration du centenaire de l'OIT de garantir des droits à tous les travailleurs, quel que soit leur régime d'emploi.
3. **Protection sociale universelle:** protection sociale pour tous, grâce à la création d'un fonds mondial pour la protection sociale au profit des pays les plus pauvres.
4. **Égalité:** le progrès stagne, et certains pays ont pris du retard à cause de la pandémie. Les travailleurs demandent l'égalité de revenu, de genre et de race.
5. **Inclusion:** les travailleurs veulent un monde en paix et un modèle de développement équitable fondé sur les droits qui tiennent les promesses des ODD.

*L'accès aux vaccins est un impératif moral et représente la première étape de la reprise économique, suite aux conséquences désastreuses de la pandémie, en particulier dans les pays en développement. Les syndicats demandent un accès universel aux tests, aux traitements et aux vaccins, et la suppression des obstacles en matière de propriété intellectuelle.*

*Pour financer les mesures de reprise et de résilience, il faudrait alléger la dette des pays en développement et augmenter l'aide publique au développement qui leur est destinée afin qu'ils puissent organiser les réponses à la crise. Il conviendrait en outre de mobiliser les ressources au moyen d'une imposition progressive au niveau national, conjuguée à une coopération internationale accrue dans le but d'éliminer l'évasion fiscale et les flux financiers illicites, en instaurant notamment un plancher fiscal minimum pour toutes les entreprises, un impôt pour les milliardaires ou un impôt sur la fortune, et une taxe sur les transactions financières.*

*Les mesures de réponse à la crise, pour être durables, doivent s'appuyer sur l'engagement des partenaires sociaux. Le dialogue social et les relations professionnelles contribuent à restaurer la confiance vis-à-vis des institutions et à définir des politiques équitables. C'est vrai non seulement à l'intérieur des pays, mais aussi entre les*

pays. Un nouveau modèle de gouvernance mondiale est indispensable pour remédier au déséquilibre actuel du pouvoir et à l'inégalité de la répartition des richesses à l'échelle internationale. C'est un système multilatéral véritablement inclusif, dans lequel les partenaires sociaux ont toute leur place et la possibilité de s'exprimer, qui permettra de faire évoluer les choses et d'ouvrir la voie à la résilience mondiale.

## Investir dans la création d'emplois décents et respectueux du climat

La pandémie a donné lieu à une crise de l'emploi aux conséquences inédites. Les dernières estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT) révèlent la disparition de l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein en 2020, ce qui laisse présager des perspectives moroses pour 2021.

Il sera indispensable d'investir dans la création d'emplois pour remédier aux conséquences économiques et sociales de cette crise. Les stratégies et les politiques publiques doivent assurer la création d'emplois décents et respectueux du climat, accompagnée de mesures de transition juste pour que personne ne soit laissé de côté au cours des processus de transformation industrielle. Il est possible de créer un nombre considérable d'emplois grâce à un investissement durable dans les infrastructures, la santé, les transports publics, le logement, le rétablissement des écosystèmes et la réalisation d'améliorations innovantes dans les grandes villes.

Les stratégies de création d'emploi devraient placer l'ODD 8 et l'agenda du travail décent au premier plan et être associées à des mesures visant à formaliser l'économie informelle, conformément à la Recommandation 204 de l'OIT. Elles devraient également fixer des minima en matière de protection du travail pour garantir le respect des droits fondamentaux des travailleurs, un salaire minimum vital, un plafond sur le temps de travail et la santé et la sécurité au travail. Dans le cadre de cette approche fondée sur les droits, il faudrait que les entreprises privées et la finance soient en adéquation avec les ODD de sorte que les investissements puissent assurer l'application des normes de l'OIT et satisfaire aux principes du comportement responsable des entreprises et de diligence raisonnable.

### Recommandations

#### Politiques:

1. Il faut trouver une nouvelle orientation pour l'investissement dans le développement: changer l'orientation politique stratégique en passant d'un modèle axé sur les exportations et les chaînes de valeur mondiales à un modèle de renforcement des exportations basées sur les chaînes de valeur régionales, assorti de politiques industrielles nationales destinées à renforcer la résilience.
2. Il est nécessaire d'investir dans la création d'emplois dans les secteurs stratégiques et à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les infrastructures, la santé, les transports publics, le logement, l'éducation, les soins, les activités respectueuses du climat, le rétablissement des écosystèmes, les innovations dans les grandes villes, et l'agriculture durable. Cela passe également par le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et par la formalisation de l'économie informelle.
3. Les stratégies et les politiques publiques doivent garantir la création d'emplois décents, reposant sur les droits fondamentaux à la liberté syndicale et à la négociation collective, la santé et la sécurité au travail, un salaire minimum vital et un plafond sur le temps de travail, comme le prévoit la Déclaration du centenaire de l'OIT.
4. Les mesures de transition juste (protection sociale, éducation, formation et perfectionnement des compétences), parallèlement à la création d'emplois respectueux du climat, veilleront à ce que personne ne soit laissé de côté lors des processus de transformation industrielle et de numérisation.
5. Les opérations commerciales doivent obéir au principe de diligence raisonnable, et tout type de mécanisme de financement privé doit contribuer à la réalisation des ODD, notamment l'ODD 8 sur le travail décent et la création d'emplois de qualité.
6. La participation des partenaires sociaux à l'élaboration et à l'application des politiques, des stratégies et des cadres de financement doit être considérée comme un pilier fondamental qui contribue à l'adhésion des pays et offre des solutions durables pour la reprise et la résilience.

#### Financement:

1. Compte tenu de la capacité inégale des pays à faire face à la pandémie de COVID-19, il est particulièrement important d'intensifier la solidarité internationale en améliorant l'aide publique au développement (APD). Avec les injections de liquidités actuelles dans les pays développés, l'APD peut et doit être augmentée afin d'aider les pays en développement à restaurer leurs biens publics (tels que la protection sociale et le renforcement des capacités pour appliquer le régime fiscal), en plus de l'annulation, du report ou de la restructuration de la dette,

notamment dans les pays à revenu intermédiaire. Nous devons faire mieux pour tenir l'engagement de 0,7% du revenu national brut (RNB) consacré à l'APD, dont 0,15 à 0,20% du RNB pour les pays les moins développés.

2. Une augmentation du financement concessionnel devra répondre pour l'essentiel aux besoins de la reprise et de la résilience à l'avenir: les banques de développement multilatérales, régionales et nationales, et d'autres institutions de financement du développement, ont un rôle important à jouer pour proposer aux pays en développement des financements contracycliques à long terme. Elles devraient soutenir davantage les besoins nationaux des pays dans les secteurs stratégiques et intégrer systématiquement l'emploi aux cadres de résultats mesurant la qualité et la quantité d'emplois créés.
3. Les banques centrales devraient accorder plus d'importance au développement dans leur manière de créer et d'orienter le capital, en intégrant d'autres objectifs à leurs cadres et mandats, tels que l'emploi et le climat.
4. Le financement privé national et international doit être conforme aux ODD. Encourager la durabilité des investissements en recourant à des mécanismes de financement innovants, comme le financement mixte ou les instruments tels que les obligations sociales, vertes et durables, suscite des préoccupations spécifiques:
  - Des limites significatives persistent autour du financement mixte, principalement en ce qui concerne la gestion des risques et le principe d'additionnalité – qui peuvent offrir des incitations non nécessaires au secteur commercial – et l'impact discutable sur le développement.
  - Il faut accorder une attention particulière à l'utilisation et à la pertinence des instruments de financement innovants, tels que les obligations durables, dans le contexte de la crise actuelle. Bien que le marché des obligations vertes et sociales se développe, le marché n'est pas transparent. Il subsiste un manque de consensus sur les définitions du fonctionnement et sur l'application du capital mobilisé. Nous plaçons pour une perspective de durabilité plus générale en accord avec les ODD, qui tiennent également compte des effets sociaux, par exemple les effets sur la création d'emplois, l'égalité de revenu et les efforts en faveur d'une transition juste.
5. La mobilisation des ressources nationales au moyen d'une imposition progressive sera primordiale pour élargir les capacités d'investissement et accroître la coopération internationale sur les questions fiscales telles que l'élimination de l'évasion fiscale et des flux financiers illicites, le plancher fiscal minimum pour toutes les entreprises, l'impôt pour les milliardaires ou l'impôt sur la fortune, et la taxe sur les transactions financières.

## Améliorer la protection sociale universelle

Les systèmes de protection sociale ont contribué à atténuer les effets de la pandémie dans de nombreux pays, du fait qu'ils facilitent l'accès aux soins de santé, l'aide à l'emploi et la sécurité de revenu. Placer la protection sociale au centre des réponses des gouvernements à la crise de COVID-19 permettra d'améliorer la résilience, tout en luttant contre la pauvreté et les inégalités, et d'agir comme amortisseur économique et social à même de générer une reprise plus forte.

La protection sociale universelle devrait veiller à ce que tout le monde ait accès aux garanties élémentaires de sécurité sociale, à savoir la santé, l'alimentation, le logement, l'eau et l'assainissement, l'éducation, les soins, la sécurité de revenu de base, les prestations de chômage, la protection de la maternité et de l'invalidité, et les pensions. Les gouvernements devraient s'efforcer d'étendre les systèmes et les socles de protection sociale, conformément aux ODD, à la Convention 102 et à la Recommandation 202 de l'OIT, dans le but d'élargir la couverture et la compréhension des régimes de protection sociale et d'en assurer l'accès à tous.

La protection sociale est la réponse la plus rentable à la crise, étant donné que le financement initial peut favoriser la création et la consolidation de socles de protection sociale, qu'il sera possible de renforcer grâce à la mobilisation de contributions supplémentaires. Or, la plupart des pays sont encore loin de mettre en œuvre des systèmes de protection sociale suffisants. D'après l'OIT, seulement 29% de la population mondiale ont accès à un système de sécurité sociale complet, tandis que 71% ne bénéficient d'aucune couverture, ou d'une couverture partielle. Un soutien spécifique est donc nécessaire à l'échelle mondiale pour instaurer des socles de protection sociale dans les pays les plus vulnérables. La proposition du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la pauvreté extrême et les droits humains, consistant à établir un fonds mondial pour la protection sociale, est capitale pour mettre en place des socles de protection sociale dans les pays les plus pauvres du monde, par le biais du financement et de conseils techniques.

### Recommandations

#### Politiques:

1. Établir et développer des systèmes de protection sociale publics, définis par la loi et correspondant aux normes internationales du travail (Recommandation 202 sur les socles de protection sociale et Convention 102

concernant la sécurité sociale de l'OIT). Les socles de protection sociale devraient prévoir l'accès aux garanties élémentaires de sécurité sociale, telles que la santé, l'alimentation, l'éducation, les soins, la sécurité de revenu de base, les prestations de chômage, la protection de la maternité et de l'invalidité, et les pensions.

2. Veiller à ce que les mesures temporaires d'assistance adoptées pendant la crise soient en adéquation avec les systèmes nationaux de protection sociale, à ce qu'elles les complètent et les renforcent.
3. Offrir une couverture complète et universelle aux travailleurs, quel que soit leur type de travail, englobant l'ensemble du cycle de vie, de la naissance à la vieillesse, avec des niveaux de prestations suffisants et des services de qualité.
4. Étendre la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle, conformément à la Recommandation 202 et à la Recommandation 204 de l'OIT, pour garantir l'accès à la sécurité sociale et à la protection sociale moyennant des régimes contributifs volontaires.
5. Veiller à la participation significative des représentant(e)s des travailleurs à tous les stades du processus de prise de décision relatif à la protection sociale: participation effective des partenaires sociaux à la mise en œuvre, au suivi et à la communication transparente d'informations, et évaluation des mesures afin de garantir de meilleurs niveaux de responsabilité, de renforcer l'adhésion collective aux réformes et de contribuer à leur durabilité.

## Financement:

Au **plan national**, les stratégies de mobilisation des ressources devraient:

1. Laisser suffisamment de marge budgétaire pour financer la protection sociale en associant socles de protection sociale basés sur l'impôt et sécurité sociale contributive. Le fait de revenir sur la privatisation des systèmes de protection sociale, le cas échéant, a produit des conséquences négatives en termes de suffisance, de couverture et d'équité de la protection sociale.
2. Augmenter les recettes fiscales en appliquant une fiscalité progressive et en luttant contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites, à l'aide d'une meilleure transparence financière et de mesures coercitives plus strictes.
3. Étendre la couverture de sécurité sociale et les revenus contributifs:
  - Veiller à ce que les employeurs assument la responsabilité de payer des cotisations pour tous les types de contrats de travail.
  - Donner aux travailleurs de l'économie informelle la possibilité de prendre part à des régimes sociaux et simplifier les procédures d'enregistrement des salaires et des cotisations, afin d'assurer une meilleure viabilité financière des systèmes de protection sociale.
4. Combattre le travail précaire et soutenir la formalisation du travail pour renforcer la base de financement des régimes de protection sociale et les recettes fiscales en général, tout en améliorant la sécurité de revenu des travailleurs et en réduisant la demande d'aide sociale.
5. Réorienter les dépenses publiques pour donner la priorité aux dépenses sociales, notamment à la protection sociale.

Au **niveau mondial**, il serait souhaitable de financer un [fonds mondial pour la protection sociale](#) pour aider les pays les plus pauvres:

6. Tenir l'engagement de consacrer 0,7% du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD), dans l'objectif de verser entre 0,15 et 0,20% du RNB au moins aux pays les moins développés et d'augmenter les niveaux d'APD dédiée à la protection sociale (actuellement 0,69% d'APD bilatérale).
7. Renforcer la coordination internationale en matière de politique fiscale, particulièrement en ce qui concerne l'évasion et la fraude fiscales, pour accroître la base de financement nationale.
8. Appliquer de nouvelles formes de fiscalité progressive: taxe sur les transactions financières (TTF), taxe sur les opérations de change, et un seuil minimum d'impôt sur les sociétés au niveau international pour augmenter les revenus, tout en luttant contre l'évasion fiscale, la concurrence fiscale et le dumping social.
9. Mobiliser les recettes liées au carbone en collectant les taxes carbone de manière progressive, ce qui peut également encourager la réduction de carbone.
10. Alléger et restructurer la dette pour permettre aux pays de libérer des ressources et mettre en place une protection sociale suffisante assortie d'une couverture universelle.



# Favoriser le dialogue social

Depuis le début de la pandémie, les organisations de travailleurs et d'employeurs collaborent avec leurs gouvernements respectifs pour mobiliser des ressources et définir des programmes publics afin de venir en aide aux travailleurs et à leur famille et de préserver l'emploi. Des accords bipartites ont été conclus sur les lieux de travail pour répondre aux besoins spécifiques des secteurs et des entreprises, et soutenir la santé et la sécurité au travail en vue de juguler la propagation de la pandémie au travail.

Le dialogue social est l'un des cinq piliers du cadre politique stratégique de l'OIT en réponse à la crise de COVID-19 et, d'après le [Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19](#), le dialogue social et l'engagement politique font partie du pilier relatif à la cohésion sociale et à résilience des populations.

Pour construire en mieux après la crise de COVID-19, il sera nécessaire d'adopter une approche centrée sur l'humain et reposant sur le dialogue social et la coopération tripartite, dans laquelle les gouvernements et les partenaires sociaux (organisations de travailleurs et d'employeurs) peuvent travailler la main dans la main pour trouver des solutions inclusives, durables et fondées sur les droits.

Toutefois, le dialogue social n'apportera des réponses efficaces à la crise que si les droits fondamentaux à la liberté syndicale et à la négociation collective et le droit à former et à adhérer à un syndicat sont respectés, et si les partenaires sociaux y participent aux plus hauts niveaux, en jouant leur rôle de décideurs politiques pour créer de solides partenariats aux plans national et local. Dans cette perspective, il faudra prévoir des ressources suffisantes pour renforcer les capacités techniques et organisationnelles des partenaires sociaux, et consolider les administrations du travail ainsi que les institutions de dialogue social. Il faudra également accorder un financement spécifique à la promotion d'une reprise durable et inclusive après la crise, et à l'accélération de la mise en œuvre des ODD, avec un dialogue social plus soutenu et des partenaires sociaux plus forts.

Au-delà de son rôle aux niveaux national et local, le dialogue social devrait être à la base des réponses politiques à la crise à l'échelle mondiale. Nous saluons à ce titre [l'appel du secrétaire général des Nations Unies à un nouveau modèle de gouvernance mondiale](#), qui dépasse le cadre des organisations intergouvernementales. Ce nouveau multilatéralisme doit impliquer les partenaires sociaux dans les institutions de gouvernance économique mondiale, y compris les Nations Unies, et œuvrer en faveur d'une meilleure cohérence politique. C'est un système multilatéral véritablement inclusif, dans lequel les partenaires sociaux ont toute leur place et la possibilité de s'exprimer, qui permettra de faire évoluer les choses et d'ouvrir la voie à la résilience mondiale.

## Recommandations

### Politiques:

1. Veiller au respect des droits à la liberté syndicale et à la négociation collective et du droit à former et à adhérer à un syndicat (Conventions 87 et 98 de l'OIT). Les droits du travail, conjugués au dialogue social, sont les piliers de la paix et des processus démocratiques, eux-mêmes essentiels au développement durable.
2. Renforcer le rôle du dialogue social, qui est fondamental pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 et indispensable aux stratégies de reprise et de résilience suite à la crise de COVID-19.
3. Garantir une participation éclairée et significative des partenaires sociaux à tous les stades des processus de prise de décision: élaboration, planification, mise en œuvre, suivi et évaluation des politiques socioéconomiques, dans un objectif de transparence et de responsabilité.
4. Soutenir le dialogue avec les partenaires sociaux au moment des examens nationaux volontaires et au sujet des ODD au niveau national, notamment en ce qui concerne les cadres nationaux de financement intégré (INFF).
5. Privilégier le dialogue social et le tripartisme à l'échelle nationale dans le contexte de la réforme des Nations Unies.
6. Promouvoir un nouveau multilatéralisme: un système multilatéral inclusif doit permettre aux partenaires sociaux de s'engager dans des espaces mondiaux d'élaboration de politiques sur le changement climatique, la numérisation, la mise au point de normes, le commerce, etc.
7. Soutenir l'engagement de l'OIT à jouer un rôle plus important en faveur de la cohérence politique pour une reprise centrée sur l'humain après la crise et au-delà, c'est-à-dire renforcer la coopération et les dispositions institutionnelles au sein des Nations Unies et, plus généralement, dans le système multilatéral.

### Financement:

1. Promouvoir une nouvelle architecture financière multilatérale inclusive, qui fait participer les partenaires sociaux aux processus de prise de décision pour répondre à la crise de COVID-19 et créer de la résilience.

2. *Veiller à ce que l'APD contribue à renforcer les capacités des organisations de travailleurs à prendre pleinement part au dialogue social aux niveaux national, régional et mondial.*
3. *Veiller à ce que les stratégies des entreprises et les modèles commerciaux intègrent les engagements en matière de développement durable et effectuent les investissements prévus dans les ODD, en particulier l'ODD 8, afin de garantir les droits et d'offrir des emplois de qualité.*
4. *Veiller à ce que le financement du développement destiné au secteur privé garantisse l'application des normes humaines, écologiques et relatives au travail, le respect de la diligence raisonnable et la participation effective des partenaires sociaux.*
5. *Encourager l'engagement des partenaires sociaux auprès des institutions de financement du développement, et impliquer les partenaires sociaux dans l'élaboration de leurs stratégies d'investissement.*

\*\*\*\*\*

## **CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE**

*Siège*

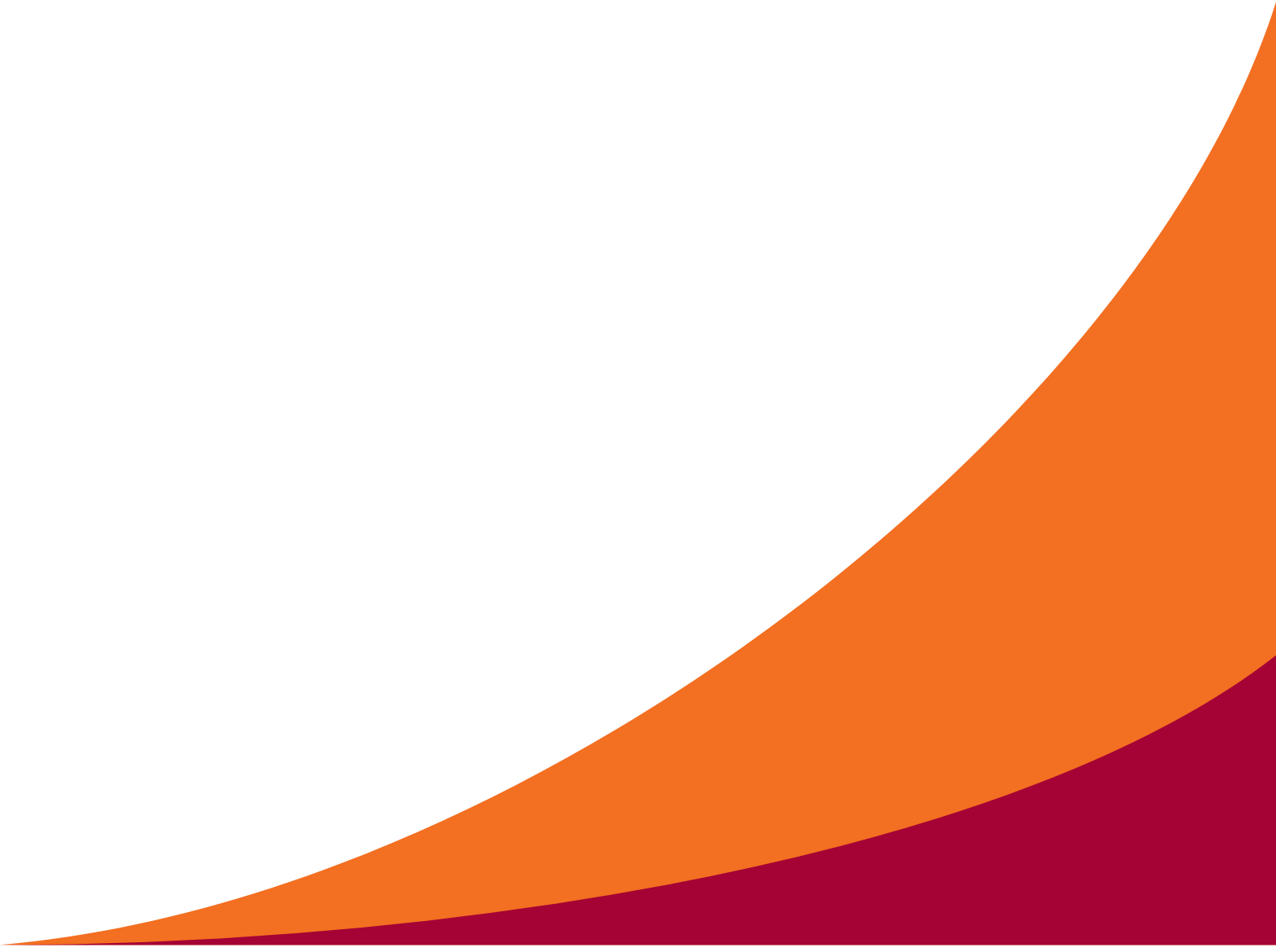
*Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1 B - 1210 Bruxelles, Belgique*

*Tél: +32 (0) 2224 0211*

*Fax: +32 (0) 2201 5815*

*Courriel: [info@ituc-csi.org](mailto:info@ituc-csi.org)*

*Site web: <http://www.ituc-csi.org>*

A large, decorative graphic element consisting of two overlapping curved shapes. The upper shape is a bright orange color, and the lower shape is a deep red or maroon color. They originate from the bottom left and curve upwards and to the right, filling the lower half of the page.